

AUJOURD'HUI

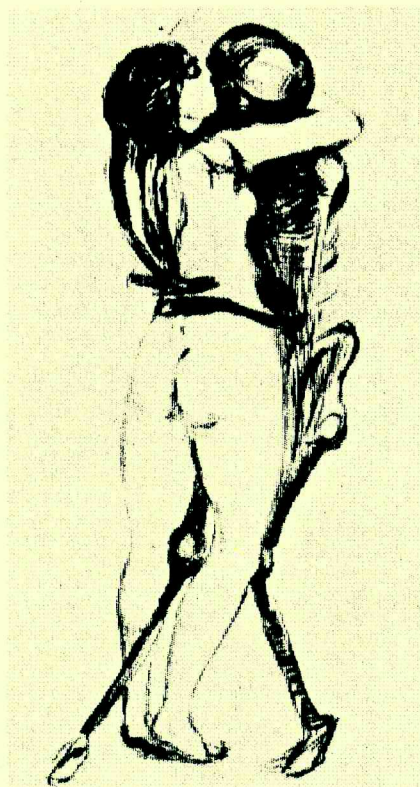
Le collectif présente Aujourd'hui

Ni subventionnée, ni subventionnable, l'association Aide Mutuelle explique brièvement la démarche qui aboutit à la naissance d'Aujourd'hui

AUJOURD'HUI est réalisé par un collectif constitué au sein de l'association Aide Mutuelle et sert les buts de celle-ci, qui sont de mener une critique du modèle capitaliste ancrée dans un terrain d'idées largement libertaires. Nous ne servons aucun parti, ne sommes en aucune façon subventionnés, ni subventionnables, et ne poursuivons aucun but à caractère lucratif. A part cela, que l'on n'attende pas de nous l'énoncé de grands principes, d'ambitions démesurées et de buts grandioses. Non pas que nous soyons dépourvus d'idées et d'objectifs, au contraire, mais nous préférons qu'ils apparaissent au cours de l'élaboration et de l'évolution d'AUJOURD'HUI.

La périodicité hebdomadaire, en nous imposant de faire avec les faits, avec la réalité, répond à notre volonté d'éviter le piège d'un journal d'opinion par trop théorique, recourant, à la fin, systématiquement à des formules, qui pour être parfois tout à fait justes, demeurent désespérément abstraites. Le pari que nous faisons est de donner de la réalité une lecture originale et selon nos idées. Originale dans la critique, mais aussi dans la proposition et dans l'attention portée à toutes les entreprises et les luttes qui nous semblent conduire vers une société juste, non-autoritaire et basée sur l'auto-organisation.

Les dangers qui guettent notre tentative sont nombreux. Citons, celui de,



justement, s'embourber dans la réalité, au point de se limiter à sa critique, celui de ne pas rencontrer de lectorat, celui de faire du journalisme... Nous savons ces écueils et bien d'autres, mais nous verrons.

En fait, quoi que l'on propose ou tente, si élevé et idéal que soit le but à atteindre, nous estimons que l'on ne peut faire autrement que de partir de ce qui est, et donc, de se confronter au réel.

le Collectif d'Aujourd'hui

L'ANIMAL...

La pantalonnade de Clinton inspire les pisse-copies. Un certain Jon Ferguson («24 heures» du 29 janvier) a tout compris. Le «pauvre Bill» est, dit-il, pourvu d'une énergie sexuelle hors du commun. Comme «le taureau règne sur l'écurie, le lion sur la jungle», Bill Clinton «ne peut se passer de ses juments». Et le plumentif de se demander s'il ne faudrait pas «l'approvisionner [...] en ce dont il a besoin ? Il travaille sûrement mieux quand son énergie sexuelle fonctionne au maximum. Qu'on lui donne sa ration quotidienne [...] et qu'on le laisse œuvrer pour la paix en Israël, pour amadouer Saddam Hussein, pour équilibrer le budget et pour nettoyer les rues de l'Amérique». Selon Edgar Morin, l'humanité s'est notamment construite à partir de la camaraderie mutuelle. Or, la coopération masculine n'est concevable que si certaines pulsions sont maîtrisées. A la différence des grands singes, les communautés humaines ne connaissent guère ces mâles dominants qui s'accouplent avec toutes les femelles, filles et sœurs comprises, privant les autres mâles de vie sexuelle. Les hommes s'imposent, eux, des normes qui limitent leurs pulsions. On croyait que l'Homme était un animal politique, Jon Ferguson nous enseigne que l'animal politique n'est pas un Homme.

Social

Mouvement des chômeurs français

Solidarité

Je solidaire, tu solidaire, nous amputons

Québec

Le mauvais temps fait les bonnes affaires

Livre

Chine pas câline : bagnes et business

Social

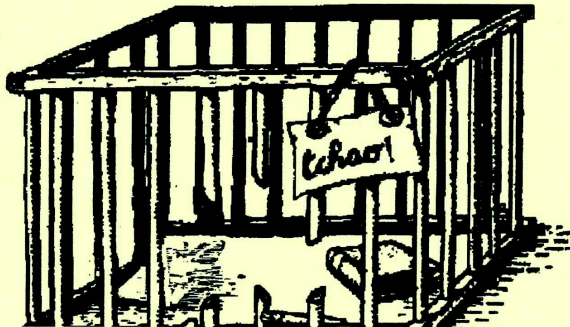
Mouvement des chômeurs français

La France connaît une mobilisation sans précédent des chômeurs et précaires. Ainsi, des exclus prennent en main leur destin et revendiquent les droits que le système actuel leur refuse. C'est le cas notamment à Pau, dans le sud-ouest de la France. Commentaire de notre correspondant, militant du syndicat CNT.

Ce mouvement n'a évidemment pas échappé à certains politiciens, notamment ceux du parti communiste qui, au travers de la CGT, la centrale syndicale qu'ils dominent, tentent d'utiliser cette lutte pour renforcer leur position contre leurs alliés socialistes au sein du gouvernement français. L'utilisation des chômeurs lors d'une manifestation nationale contre l'euro, cheval de bataille des communistes pour les prochaines élections régionales, montre les limites de l'autonomie de ce mouvement.

Mais loin de la guéguerre interne à la gauche, dans certaines villes de province, le mouvement se poursuit en tablant sur l'auto-organisation des chômeurs. C'est le cas notamment à Pau, dans le sud-ouest de la France, où vit l'un de nos correspondants.

À Pau, une première manifestation a lieu à l'appel de l'association Agir contre le chômage (AC!) le samedi 7 janvier. Cette manifestation réunit deux à trois cents personnes essentiellement salariées. La CGT et les anarcho-syndicalistes de la CNT (Confédération nationale du travail) ont également appelé à manifester. Grâce à ses moyens logistiques (voiture sono, mégaphone...) la CGT s'accapare la manifestation, accordant une simple intervention à AC!... et la refusant à la CNT. Les slogans des chômeurs (prime exceptionnelle de 3000 francs, droit à un revenu minimum pour les moins de 25 ans, etc.) passent à la trappe pour laisser la



place au slogan sur les 35 heures revendiquées par les salariés.

Le mardi suivant, une nouvelle manifestation de 500 personnes a lieu: même scénario. La CNT intervient alors pour appeler à l'unité du mouvement et demander que chacun puisse s'exprimer.

L'après-midi, une soixantaine de manifestants essentiellement chômeurs, investissent l'ANPE (agence pour l'emploi) et imposent une discussion avec le directeur. Celle-ci tourne autour des agences d'intérim et des CES (contrats emplois solidarité, payés la moitié du salaire minimum). Pourquoi l'ANPE se fait-elle la championne de ces «solutions» qui remplacent les véritables emplois et nous maintiennent dans la précarité? Pas de réponse ou presque: «les CES sont un tremplin pour l'emploi», une chômeuse répond: «vos CES, j'en ai fait cinq, ce n'est plus un tremplin mais un trampolin!». Suite à cette action,

80 personnes se réunissent et décident de se constituer en assemblée générale et de se retrouver jusqu'à la fin du mouvement pour des actions. Les revendications nationales sont reprises et l'on ajoute un slogan essentiel: «soit la société nous donne un travail décent payé décemment, soit elle nous permet de vivre dignement».

Depuis ce 14 janvier, plusieurs actions sont menées et se poursuivent encore, réunissant à chaque fois une cinquantaine de personnes. L'assemblée des chômeurs investit la Chambre de Commerce et de l'Industrie de Pau le 15 janvier. Le soir, la police intervient pour nous déloger. Indignation des manifestants, une dame s'adresse aux policiers: «vous ne comprenez pas que si vos collègues se suicident, c'est parce qu'ils en ont marre de frapper sur les pauvres et protéger les riches!». **Suite en page 4**

Québec

Du bon usage du verglas...

Le gouvernement saisit l'aubaine des intempéries pour chouchouter Hydro Québec

La province de Québec a vécu un début d'année difficile. En effet, des tempêtes de verglas sans précédent ont détruit une partie importante des lignes électriques. Des pannes de courant ont laissé 3 millions de Québécois sans chauffage et sans électricité pour des périodes allant jusqu'à trois semaines.

Hydro Québec, la compagnie publique d'électricité québécoise, cherche depuis plusieurs années à rentabiliser sa production en l'exportant dans les Etats américains limitrophes. Il faut cependant construire de nouvelles lignes à haute tension. Hydro Québec se heurte là à de déplaisants obstacles «démocratiques» (études d'impact sur l'environnement, consultation des résidents, impossibilité d'utiliser des terres agricoles protégées, ...) et à l'opposition des écologistes et d'une partie de la population.

Pretextant l'urgence des travaux de réparation, le gouvernement québécois vient d'autoriser Hydro Québec à reconstruire son réseau sans aucune contrainte. La dispense ne vaut pas seulement pour les parties endommagées du réseau, ainsi que le bon sens le voudrait, mais pour l'ensemble des constructions dans un

décalé de cinq ans, y compris d'éventuelles nouvelles lignes. On suppose évidemment que cette dispense permettra à Hydro Québec de construire en douce ses lignes contestées à destination des Etats-Unis.

Ce qui vient de se passer au Québec démontre à notre avis de manière exemplaire comment les gouvernements entendent exercer leur pouvoir: en conservant comme «alibi démocratique» lois et règlements (protection sociale et environnementale, procédures de consultation...), tout en les bafoquant quand des intérêts économiques le nécessitent. Le gouvernement québécois a sauté sur l'occasion de la tempête de verglas pour se livrer scrupuleusement à cette peu reluisante entreprise.

Allié à Hydro Québec, le gouvernement québécois avance à pas de géant dans un dossier qui lui tient à cœur, et qui laisse entrevoir un scénario désormais traditionnel, celui qui veut que les secteurs étatiques potentiellement intéressants économiquement soient livrés en pâture au privé: une fois de confortables bénéfices réalisés grâce à l'exportation, Hydro Québec se verra-t-elle privatisée?

F. Mirail

LA FABRIQUE DU CONSENSUS

Le marché, ses serveurs politiques et médiatiques travaillent sans relâche à la construction et la consolidation de l'idée que l'organisation de la société selon leurs intérêts est, en fait, son organisation naturelle. Il s'agit d'établir en dogme ce que sont, en réalité des choix politiques, économiques et sociaux. Nous collecterons, dans cette rubrique, des exemples, produits de cette vaste usine à construire des vérités.

«Les penchants des Français pour la sécurité, désormais illusoire, du travail salarié, la lutte syndicale pour le maintien des avantages acquis, même s'ils ne correspondent plus à la réalité [...]»

Contribution de Maria Nowak (membre du CGAP, lié à la Banque mondiale) dans son article «Pour une économie sociale de marché», Le Monde, 20 janvier 1998.

AUJOURD'HUI

SUR Internet
www.tao.ca/~cas/aujourd.html

Solidarité

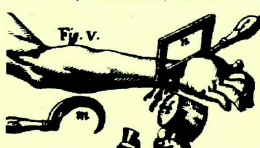
Les derniers seront les derniers

Il faut réfléchir à deux fois quand le terme de «solidarité» est utilisé. Il est employé, plus souvent qu'on ne le croit, à tort et à travers

On utilise souvent l'argument de la solidarité avec les démunis et les exclus de notre société dans le but de «faire passer la pilule» quand le retour à des finances étatiques saines imposerait de supprimer certaines prestations sociales, ou du moins de les réserver à certains «ayant-droits». Ainsi, selon certaines opinions, un système qui voit les plus riches payer pour des prestations dont les plus pauvres bénéficient gratuitement serait idéal et solidaire, et en tout cas meilleur que le système qui consiste à accorder à qui que ce soit, gratuitement, les mêmes prestations. C'est à notre avis considérer le problème du seul point de vue économique, et surtout ignorer résolument la tactique éprouvée et efficace qui, s'appuyant sur l'argument de la solidarité, vise à supprimer le plus possible de prestations sociales dans le moyen terme.

Voici cette tactique en trois étapes: premièrement, il faut cloisonner la population: ceux qui peuvent payer et ceux qui peuvent bénéficier de la gratuité. Nous relèverons ici tout l'arbitraire

qu'il y a à établir des barèmes équitables basés sur le revenu. Deuxièmement, on attribue certaines prestations sociales uniquement aux plus défavorisés. Les moins démunis acceptent bon gré mal gré de sacrifier ces prestations sur l'autel «de la solidarité avec les plus pauvres». De fait, ils sont moins portés à la solidarité, puisqu'ils ne profitent plus des mêmes prestations, et ne seront,



donc, pas forcément aux côtés des plus pauvres quand ces derniers devront défendre leurs «acquis». Pour terminer, après quelques années, il ne reste qu'à définitivement supprimer les aides sociales. Sans soutien du reste de la population, les plus dépourvus ne broncheront pas... pour le plus grand bénéfice de ceux qui comptent utiliser les caisses de l'Etat

dans leurs propres intérêts (garantie de risques, couverture de déficit, ...).

À Genève, une initiative populaire intitulée «Pour un retour à la gratuité du parascolaire» vise à restaurer la gratuité de ce service, supprimée il y a quelques années. Le système actuel prévoit que des familles répondant à certaines exigences peuvent en bénéficier sans frais, au prix toutefois de démarches «humiliantes». Nous nous trouvons ici en plein dans la logique que nous dénonçons plus haut.

Or, les Verts, réunis en assemblée le 12 janvier, ont donné leur avis de manière catégorique sur la question de cette initiative. C'est non à la gratuité pour tous, disent-ils à une large majorité.

Obnubilés par le retour à l'équilibre financier de l'Etat, les Verts sont-ils conscients des dangers qu'implique leur prise de position? Quel jeu jouent-ils? Ce n'est pas la première fois que ce parti se fait surprendre en plein flirt avec la droite.

F. Mirail



ABONNEMENTS

- 3 mois (12 n°): 15 FS, soutien 25 FS
- 6 mois (24 n°): 30 FS, soutien 50 FS
- 12 mois (48 n°): 60 FS, soutien 100 FS

Etranger et commandes groupées, contactez-nous.

Règlement par CCP n° 17-471708-7

Adresse

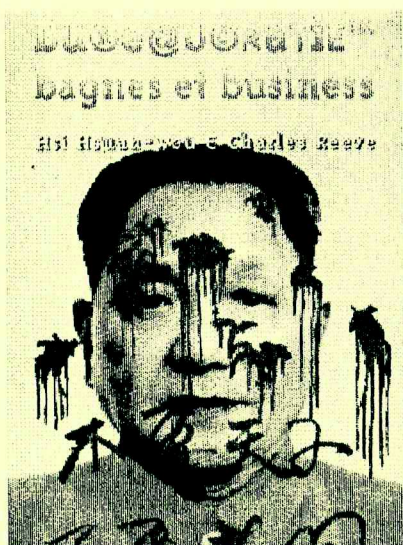
aujourd'hui, c/o Aide Mutuelle, case postale 664, 1211 Genève 4.
e-mail: edam.ch@tao.ca
cas.ch@tao.ca

Livre

Une autre Chine

Bureaucratie, bagnes et business : rencontres avec des chinois.../ Hsi Hsuan-wou et Charles Reeve. - Paris : L'insomniaque, 1997

Au moment où le premier ministre chinois est accueilli comme un sauveur par les «seigneurs» réunis à Davos, il faut lire ce livre qui nous présente une image de la situation chinoise bien éloignée de celle des journalistes et experts occidentaux officiels pour qui l'ouverture d'un Mac Donald est le signe d'une libération en marche.



L'originalité de cet ouvrage provient du fait que les auteurs ont choisi, plutôt que de nous présenter leur propre analyse de la situation, de donner la parole à des chinois (syndicalistes, ouvriers, étudiants, historiens, dissidents, libertaires, tous chinois de Chine, de Hong-kong ou réfugiés en Europe) rencontrés au cours d'un véritable périple. L'ensemble est étonnamment cohérent et prouve la validité d'une démarche périlleuse, celle de la présentation de témoignages, qui permet ici, à l'antipode d'un déballage anecdotique de vies privées, d'entendre des individus, de l'historien à l'ouvrière au chômage, tous intéressants. Aucune gratuité, ni facilité, dans la tentative des deux auteurs/récolteurs, grands connaisseurs de la Chine, mais tout au contraire une grande rigueur mise au service de l'aléatoire des rencontres et des retrouvailles.

Social

Mouvement des chômeurs français

Suite de la page 2

Le centre d'action communale est occupé toute la nuit, avant la manifestation du 16 janvier qui rassemble 800 personnes à l'appel de l'assemblée générale, d'ACI et de plusieurs organisations syndicales. Les jours suivants, le Crédit Lyonnais subit le même sort, ainsi que l'EDF (Électricité de France) d'où nous nous faisons virer assez énergiquement. Un copain est légèrement blessé et plusieurs sont l'objet d'injures racistes ou de menaces de la part des policiers.

L'attitude de la CGT est plus que critiquable. Lors de la manifestation du samedi 16 janvier, elle impose sa banderole en tête de cortège, refusant celle de l'assemblée générale. Mais lorsque la CGT veut dissoudre la manif, tout le

monde suit la banderole des chômeurs qui continuent de défiler avant de se joindre à une assemblée qui, ce soir-là, regroupe trois cent personnes. La CGT fait alors «marche arrière» et propose une action à l'EDF avec les salariés CGT-EDF pour l'arrêt des coupures d'électricité et l'annulation des dettes des précaires dans la région. Mais le lendemain, les salariés EDF ne débrayent pas, contrairement à ce qui a été décidé la veille en assemblée. C'est dans ces conditions que, le soir, nous subissons l'intervention agressive des forces de police.

Il est clair, que tant au niveau national que local et contre une partie de sa propre base, l'appareil de la CGT tente de casser un mouvement qui lui échappe. Jospin refuse de céder et la presse commence à chercher à discréditer le mouvement, tout cela, nous le savons. Mais, localement, les chômeurs palois qui décident tout ensemble en assemblée avec des délégués élus, mandatés et révocables, restent déterminés. Nous avons confiance les uns dans les autres. Notre principal souci aujourd'hui est de conserver l'appui de l'opinion. Notre assemblée est la représentation authentique des chômeurs palois. Elle fonctionne sur des bases réellement démocratiques, libertaires, comme on veut. Avec ce mouvement, l'action politique passe au second plan, on ne croit plus aux promesses, on agit directement. Par delà les revendications, l'esprit de lutte, la solidarité et la confiance entre nous sont les acquis essentiels que nous apporteront cette mobilisation et que nous devons pérenniser.

JIPE (CNT, Pau)

AUJOURD'HUI est un hebdomadaire du vendredi, réalisé par un collectif constitué au sein d'Aide Mutuelle
Ed. responsable: Claude Cantini.
Tirage: 130 ex.
Adresse: **AUJOURD'HUI**
c/o Aide Mutuelle, case postale
664, 1211 Genève 4
CCP: 17-471708-7

Au nombre de ces chinois, beaucoup «ont mis le doigt sur l'essentiel» de ce qui se passe en Chine, c'est-à-dire «l'irruption du capitalisme sauvage, la prolétarianisation forcée de centaines de millions de femmes et d'hommes et la destruction de la société traditionnelle». Ils nous disent, par exemple, la révolte populaire et ouvrière qui a eu lieu parallèlement au mouvement majoritairement réformiste des étudiants de 1989, l'existence de 150 millions de «prolétaires flottants» sur les routes de Chine, et la réalité des camps de concentrations chinois (lao-kai), leur fonction sociale et leur nouvelle vocation économique.

C'est le grand mérite de ce livre que de nous rappeler que les paroles des officiels taisent ce qui existe mais ne les sert pas.

Signalons qu'il existe une version chinoise du même livre et la présence d'une solide bibliographie en fin d'ouvrage.

PS: Bientôt chroniqué dans ces colonnes, le dernier né des Insomniaques, *Marx versus Stirner* de Daniel Joubert.

G. Amista